« Un bon journal, c'est une nation qui se parle à elle-même ». Arthur Miller

www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°482 du 4 au 10 juillet 2024

CENTRE
LES ATTAQUES SE MULTIPLIENT

NBA
LE RENOUVEAU

CNJ

VERS UN NOUVEAU DÉPART ?

La mise en place des nouveaux organes du Conseil national de la jeunesse débute ce 6 juillet. Après des années de crise, ce processus suscite de l'espoir mais pas auprès de tous.

GRATUIT
Ne peut être vendu

AFG BANK
Atlantic Group

AFG Lease

Professionnels, restez à
la pointe de votre secteur
sans vous ruiner !

BIA Moving countries together
cfao MOTORS
ENVOL TECHNOLOGY
Neemba CAT
TOGUNA Motors

afgbankmali.com
afgbankmali
36 006 / +223 44 980 700

ÉDITO

Le bras de fer

À la Une de notre dernier numéro, nous nous interrogions sur où pouvait mener la mauvaise passe entre la Fédération malienne de football et les Aigles. Loin, semble-t-il, ne serait pas une réponse exagérée à la lumière des derniers développements et des postures actuelles. C'était dans l'air, c'est officiel depuis le début de la semaine. Le Capitaine Hamari Traoré, sommé par la fédération le 24 juin de s'expliquer sous 48 heures suite aux communiqués publiés sur ses pages, ne s'est pas présenté. Conséquence, il a été suspendu par le Comité exécutif à titre conservatoire. Cette mesure devrait faire tache d'huile et plusieurs de ses coéquipiers, qui avaient dans le communiqué assuré se réserver le droit de ne pas honorer la sélection, pourraient par solidarité boycotter la sélection. Si besoin en était, l'exemple des basketteurs n'est pas un passé si lointain. Après avoir radié 7 joueurs de la sélection nationale suite à leur refus de jouer des matchs de qualification, la fédération avait dû gérer les annonces de mise en retrait de l'équipe de plusieurs internationaux. Clairement, les positions sont tranchées et l'impression diffuse est qu'aucune des parties ne souhaite perdre la face. Qui perd dans cette affaire ? Tous. Les joueurs parce que leur démarche est incomprise, les mauvais résultats n'aidant pas. Les Aigles, devant l'extrême, pourraient tous être écartés. Compromettant pour certains, notamment ceux en délicatesse avec leur club, pour la suite de leur carrière. La fédération également, jugée sur les résultats et qui avait de grandes ambitions, avec une qualification pour une première Coupe du monde ou une CAN à remporter. Sans les meilleurs joueurs, ce sera difficile. Les supporteurs, qui ne verront pas les joueurs à l'œuvre et qui devront donc prendre leur mal en patience. Le Mali, pour l'image que cela renvoie de notre sport, une dynamique de montagnes russes. Des exploits et des trophées, mais également des boycotts et des crises.

Boubacar Sidiki HAIDARA

LE CHIFFRE

1 952 milliards

C'est l'encours total en francs CFA que le Mali doit aux investisseurs à la date du 30 juin 2024, selon un document d'UMOA Titres rendu public le 2 juillet.

ILS ONT DIT...

• « J'ai foi en cette génération qui est capable de réaliser les plus grands exploits. En tant que sélectionneur, mon objectif est de faire mieux que le quart de finale à Athènes 2004. Nous n'avons pas pu faire venir des joueurs comme Néné Dorgelès, El Bilal Touré, Lassine Sinayoko… Après le refus de leur club de les libérer, il fallait exécuter donc le plan B ». **Alou Badra Diallo, sélectionneur des Aigles U23**, le 2 juillet 2024.

• « Rien n'est plus grave que de priver d'honnêtes citoyens de leur liberté et de leur honneur, de les jeter en pâture dans une affaire dite du siècle et ensuite d'être contraint de les acquitter purement et simplement en raison de la faiblesse des charges contenues dans les dossiers ». **Me Aïssata Sy, représentante spéciale du Bâtonnier de l'Ordre des avocats**, le 1er juillet 2024.

RENDEZ-VOUS

4 juillet 2024 :
Dolo Koura – Magic Cinéma - Bamako

5 juillet 2024 :
Portugal - France / Quart de finale Euro 2024

6 juillet 2024 :
Concert Weei Soldat – Ciné Lafia - Kati

7 juillet 2024 :
Uruguay - Brésil / Quart de finale Copa America 2024

UN JOUR, UNE DATE

4 juillet 1994 : Fin du génocide au Rwanda.

UP

Le Président sortant, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a été réélu dès le premier tour pour un second mandat à la tête de la Mauritanie avec 56,12% des voix, selon les résultats finaux provisoires publiés le 1er juillet.

DOWN

Hamari Traoré, capitaine des Aigles a été suspendu à titre conservatoire le 27 juin par le comité exécutif de la Fédération malienne de football. Il est accusé d'incitation et de fronde contre l'équipe nationale et le football malien entre autres.

LA PHOTO DE LA SEMAINE

Le président de la transition, le Colonel Assimi Goïta a procédé le 2 juillet à l'inauguration du **complexe agro-industriel de l'ancien footballeur Seydou Keïta** à Sanankoroba.

CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE : VERS UN NOUVEAU DÉPART ?

Après des années de crise au sein du Conseil national de la jeunesse du Mali (CNJ), le top départ de la mise en place des nouveaux organes sera donné le 6 juillet 2024 avec l'élection des bureaux communaux sur toute l'étendue du territoire national. Si ce processus de renouvellement des organes de la faîtière de la jeunesse malienne suscite beaucoup d'espoirs pour la reprise normale de ses activités, certains acteurs dénoncent des irrégularités considérées comme les germes de nouveaux lendemains agités.

Mohamed KENOUVI

Avec la mise en place de nouveaux organes, tous les acteurs espèrent un nouveau départ pour le **CNJ,** même si certains sont sceptiques.

Le processus de renouvellement des organes du CNJ était menacé de blocage quand, dans un communiqué en date du 15 mai 2024, les Présidents des Vonseils régionaux de Kayes, Tombouctou , Gao, Ségou, Sikasso, Koulikoro, Taoudenit, Mopti et Ménaka avaient rejeté la décision de son démarrage prise par le ministre de la Jeunesse et des sports et dénoncé une « volonté manifeste d'instrumentalisation de la jeunesse malienne pour un agenda inavoué ». Mais le différend n'a pas duré. À l'issue d'une réunion entre les différents Présidents des Conseils régionaux et le ministre Abdoul Kassim Fomba, le 30 mai, les différentes parties prenantes sont parvenues à un accord pour une organisation plus inclusive du processus de renouvellement. Cet accord, qui a mis fin aux tensions entre la Commission nationale chargée de la mise en place des organes du CNJ, les Présidents des Conseils régionaux et ceux des Conseils communaux, contenait trois mesures concrètes : l'implication de tous les acteurs dans le processus (Les Présidents régionaux, communaux et locaux), la diffusion des nouveaux textes, à travers la tenue d'ateliers de restitution organisés dans les régions et les communes de Bamako, et la mise en place de Commissions régionales et communales, composées d'un représentant de l'État, de membres du bureau sortant, d'experts et de représentantes des organisations féminines, pour superviser le processus de renouvellement.

Vieux démons Si, dès lors, le processus de mise en place des organes du CNJ suit son cours normal, il n'est pas exempt « d'irrégularités » que certains jeunes candidats au niveau communal dénoncent. À Kayes, un collectif de candidats à la présidence du Conseil communal de la ville est monté au créneau le 23 juin dernier pour s'opposer à des tentatives d'ingérence, selon lui, de représentants du ministère de la Jeunesse et des sports dans le processus électoral. À en croire ce collectif, le ministère en charge de la Jeunesse tente de manipuler le processus électoral en imposant un candidat au niveau communal, dans le but d'affaiblir les autres en vue des élections régionales à venir. « Nous étions 9 candidats au niveau communal, mais lors du dépouillement toutes les candidatures ont été rejetées à l'exception d'une seule. Nous savons que c'est une manœuvre visant à nous affaiblir avant les élections régionales », a clamé l'un des membres du collectif dans une prise de parole en vidéo sur les réseaux sociaux. Selon lui, les représentants locaux du ministère de la Jeunesse et des sports auraient tenté de favoriser le candidat en question en demandant aux autres responsables des associations de la jeunesse de former un consensus autour de sa candidature. Par ailleurs, pour le collectif, qui demande la reprise des travaux de la Commission communale « conformément aux dispositions statutaires et au règlement intérieur du CNJ », le « candidat favorisé », étant déjà membre du collège local de l'Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE), est frappé par les textes de cette structure, qui interdit à tout membre de postuler à des postes électif, politique ou syndical. À l'instar de ce collectif de Kayes, un autre, réunissant des candidats aux postes du Conseil communal de la jeunesse de Kita a également vivement critiqué le processus électoral dans cette commune, dénonçant de nombreuses anomalies. Dans une déclaration vidéo, le 29 juin 2024, le porte-parole de ce collectif s'est indigné de la violation par la Commission communale des 3 principes du CNJ, l'unité dans la diversité, la participation inclusive et l'équité dans l'effort, arguant que beaucoup de dossiers de candidatures au poste de Président avaient été rejetés « juste parce que les postulants ne faisaient pas partie du bureau sortant ». Dans la commune urbaine de Ségou, en revanche, le processus semble plus inclusif, malgré des difficultés auxquelles a fait face au départ la Commission communale lors de sa mise en place. « Pour désigner les cinq représentants du Bureau communal sortant devant siéger au sein de la Commission communale, étant donné qu'il existait deux bureaux parallèles, nous avons dû trouver un consensus en choisissant deux représentants par bureau existant et le 5ème représentant du côté du RECOTRADE », explique Ibrahim Monzon Diarra, Vice-président de la Commission de la commune urbaine de Ségou. « Mais dans d'autres communes rurales de la région de Ségou, cette situation cause d'énormes problèmes, parce que le processus qui a abouti au consensus que nous avons pu avoir dans la commune urbaine n'a pas continué dans ces communes rurales. Cela fait que jusqu'à présent, dans certaines communes rurales, les dépouillements des dossiers de candidatures ne sont toujours pas effectifs », reconnaît-il.

> ***Si le processus de mise en place des organes du CNJ suit son cours normal, il n'est pas exempté d'« irrégularités » que certains jeunes candidats au niveau communal dénoncent.***

REPÈRES

6 juillet 2024 :
Assemblées générales électives au niveau communal.

13 juillet 2024 :
Assemblées générales électives au niveau des régions, du district de Bamako et de la diaspora.

27 juillet 2024 :
Assemblée générale élective du Bureau exécutif national du CNJ.

Chronogramme en marche Conformément à l'Accord du 30 mai, la Commission nationale chargée de la mise en place du CNJ a été mise sur pied et a établi son chronogramme. Suivant celui-ci, le dépôt des dossiers de candidature aux différents niveau des communes a débuté le 30 mai et a pris fin le 22 juin 2024. Le processus s'est poursuivi avec le dépouillement et la validation des dossiers de candidature sur toute l'étendue du territoire national. « Le processus se passe très bien. Les jeunes ont postulé dans toutes les communes du Mali. Les Commissions ont étudié les dossiers et affiché les listes des candidats. Sur les fiches de dépouillement, il y a les dossiers validés et les dossiers rejetés, avec les motifs. Les dossiers rejetés ont eu 72h pour faire une réclamation. Ces réclamations ont été étudiées, certaines ont eu des suites favorables et d'autres non », indique Sidi Dicko, Président de la Commission nationale de mise en place des organes du CNJ. « Les Assemblées générales électives des Bureaux communaux auront lieu ce samedi 6 juillet 2024 sur toute l'étendue du territoire national. Le vote se fera poste par poste », poursuit-il. Après les élections des Bureaux communaux, le processus de renouvellement des organes du CNJ se poursuivra avec, entre le 7 et le 10 juillet, le dépôt des dossiers de candidatures au niveau régional. Le 13 juillet 2024 se tiendront les Assemblées générales électives au niveau des régions, du District de Bamako et de la diaspora. Les dépôts de dossiers de candidature au niveau national auront lieu du 16 au 23 juillet et l'Assemblée générale élective du Bureau exécutif national du CNJ se tiendra le samedi 27 juillet 2024. La suite du chronogramme prévoit la validation des listes des membres du Bureau exécutif national et des Bureaux régionaux, communaux et de la diaspora par une décision du ministre en charge de la Jeunesse le 29 juillet 2024, suivie de l'organisation d'une cérémonie solennelle de la rentrée des élus le 1er août.

De cette date jusqu'au 10 août, la Commission nationale procédera à l'élaboration du rapport général de mise en place des organes, achevant ainsi le processus. ■

3 QUESTIONS À

SOULEYMANE SATIGUI **SIDIBÉ**

Ancien président du CNJ

1 Le CNJ est actuellement tourné vers un processus de renouvellement de ses organes, après plusieurs années de crise. Enfin le bout du tunnel ?
Je ne pense pas. C'est la première fois dans l'histoire du CNJ qu'un renouvellement se fait en dehors des textes. Il est clair que seul le congrès peut modifier les textes mais le département de la jeunesse a décidé de les modifier, d'après eux, sur recommandation des états généraux de la jeunesse. Mais ces états généraux ne sont pas au- dessus des textes du CNJ. On est déjà dans un processus pas légal. Certes il a démarré sur une base consensuelle mais s'il y a des frustrés, ils peuvent l'attaquer et cela peut encore aboutir sur d'autres problèmes.

2 Doit-on craindre de futurs blocages ?
Globalement le processus avance avec des difficultés que les commissions essayent de régler cas par cas et nous espérons que ces problèmes ne vont pas atteindre le niveau national avant la mise en place du comité exécutif.

3 En tant qu'ancien président du CNJ, quel est votre message à l'endroit des différents candidats ?
Un message d'apaisement, d'unité et de responsabilité patriotique. Les jeunes doivent se mettre au-dessus de la mêlée et faire appel à leur sens élevé du patriotisme. Le pays a beaucoup de difficultés aujourd'hui et nous n'avons pas besoin d'une crise inutile née des positionnements politiques ou des quêtes d'opportunités ou de privilèges.

▶▶▶

CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE : LA LONGUE TRAVERSÉE DU DÉSERT

Avant le processus actuellement en cours de renouvellement de ses organes, le Conseil national de la jeunesse du Mali (CNJ) a traversé une longue crise qui est partie de l'organisation du 6 ème congrès ordinaire de la structure à Koutiala 2019.

Mohamed KENOUVI

Amadou Diallo (à gauche) et Habib Dakouo ont tous deux été contraint de démissionner de la **présidence du CNJ.**

À l'issue de ce congrès tenu les 27 et 28 novembre 2019, Amadou Diallo est élu président du CNJ après un plébiscite de 135 voix sur les 190 délégués présents.Mais son élection ne fait pas l'unanimité, d'autant plus que durant tout le processus, il était indexé de « candidat du pouvoir ». Plusieurs délégués de bureaux communaux et régionaux se voient interdits l'accès à la salle du congrès au profit de bureaux « contrôlés » par le gouvernement. Conséquence, en parallèle à l'élection d'Amadou Diallo, ils se retirent vers le conseil de cercle de Koutiala pour proclamer la liste présidée par le candidat Ousmane Diarra dit Gousno. Le 30 novembre 2019 lors d'un point de presse, ce dernier se revendique « président légitime » du CNJ. « La Commission nationale avait un autre agenda et le congrès a été politisé . Le département de la jeunesse avait un candidat qu'il a essayé d'imposer. Ils ont tout fait pour pouvoir contrôler le processus dans les communes et régions pour écarter tous ceux qui n'allaient pas dans le sens de ce candidat », raconte une source au sein d'un conseil régional. Après près de deux ans dans la division au sein de la faitière de la jeunesse. Amadou Diallo est contraint à la démission, suite à sa nomination au Conseil national de transition en 2021. Un congrès extraordinaire est alors convoqué le 1 er mai 2021 à Bougouni. Habib Dakouo, alors vice-président, est choisi pour conduire le mandat à terme jusqu'à l'organisation du congrès suivant fin 2022. Mais pour la mission de relecture de textes du CNJ assigné à ce bureau, son mandat est prorogé le 25 novembre 2022 jusqu'à mars 2024.

En septembre 2023, 6 mois avant la fin de cette prorogation, Habib Dakouo démissionne à son tour de son poste du président du CNJ, contraint par la fermeture des locaux du CNJ par la direction nationale de la jeunesse. Cette dernière met en place le 9 octobre 2023, un comité de normalisation du CNJ présidée par Fanta Coumba Karembé avec pour mission principale de préparer le 7ème congrès ordinaire de la structure. A l'issue de la fin du mandat du comité de normalisation, le ministère de la Jeunesse et des Sports lance le 15 mai 2024 le processus de mise en place des nouveaux organes du CNJ, avec en ligne de mire l'Assemblée générale élective du bureau exécutif national le 27 juillet 2024. ■

LES PRÉSIDENTS DU CNJ-MALI DE 2000 À 2023

Source : *Rédaction*

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo
N°482 du 4 au 10 juillet 2024
Journal du Mali

afribone
Bâtissez vos ponts avec nos services d'interconnexion.
20 28 00 00
www.afribone.com

Politique

L'INQUIÉTANTE RECRUDESCENCE DES ATTAQUES DANS LE CENTRE

Plusieurs attaques attribuées aux groupes armés terroristes ont été perpétrées ces dernières semaines dans la région de Bandiagara. Ces attaques récurrentes, à intervalles réguliers, qui ont fait plusieurs victimes civiles et occasionné des déplacements de personnes, suscitent des inquiétudes dans la zone.

Mohamed KENOUVI

Une vingtaine de morts et d'importants dégâts matériels, selon plusieurs sources locales. C'est le bilan de la dernière attaque en date, le 1er juillet 2024, dans le village de Guédjibombo, dans la commune de Doucombo, région de Bandiagara. Selon les mêmes sources, deux autres personnes ont été également tuées dans la même zone dans une attaque simultanée sur le village de Sokolo Kanda. Quelques jours plus tôt, le 25 juin, dans cette même commune de Doucombo, le village de Tégourou a subi une attaque d'hommes armés non identifiés, faisant deux morts et des dégâts matériels importants. Le 18 juin, le même village avait été déjà la cible d'une attaque au cours de laquelle le chef du village a été tué et une autre personne portée disparue, selon des sources locales. À en croire les mêmes sources, la totalité des maisons a été incendiée et du bétail emporté. Conséquence, le village se vide de ses habitants, la majorité, notamment les femmes et les enfants, fuyant vers d'autres localités de la région, certains vers le village voisin de Djombolo et d'autres vers la ville de Bandiagara. Le 25 mai 2024, une attaque de grande envergure avait été déjà perpétrée par des hommes armés dans la localité de Inssagou, dans la commune de Diallasagou. Selon une source policière citée par une agence de presse étrangère, elle avait fait 19 morts et 21 blessés, tous des civils « accusés d'être complices de l'armée malienne ».

Les attaques terroristes se multiplient dans la région de **Bandiagara.**

> ***Ces attaques terroristes dans la région de Bandiagara sont récurrentes. Chaque année, à la même période de l'hivernage, elles se multiplient dans les différents villages de la région faisant planer des menaces sur la campagne agricole dans ces localités.***

Par ailleurs, arrêtés le 16 avril dernier à bord de 3 bus par des « jihadistes », qui ont contraint les véhicules et leurs passagers à prendre la direction d'une forêt entre les localités de Bandiagara et de Bankass, plus d'une centaine de civils ne sont toujours pas réapparus et seraient aux mains de ces groupes armés.

Alertes Ces attaques terroristes dans la région de Bandiagara sont récurrentes. Chaque année, à la même période de l'hivernage, elles se multiplient dans les différents villages de la région faisant planer des menaces sur la campagne agricole dans ces localités. « Ces attaques pendant la période hivernale constituent un moyen pour les terroristes de maintenir les populations dans la famine en les empêchant de cultiver », explique Adama Diongo, Président du Collectif des associations de jeunes du pays dogon. Pour ce dernier, l'État doit mobiliser davantage tous les efforts pour sécuriser les populations dans cette région en proie à l'insécurité permanente depuis plusieurs années. Dans une déclaration en date du 27 juin 2024, suite à l'attaque de Tégourou du 25 juin 2024, l'Association malienne pour la protection et la promotion de la culture dogon Ginna Dogon est également montée au créneau pour inviter les autorités du pays à « redoubler d'ardeur pour mieux assurer la sécurité des personnes et des biens, particulièrement dans le Centre, conformément aux engagements par elles pris à l'occasion de plusieurs audiences et au devoir régalien de l'État d'assurer équitablement et promptement la sécurité des personnes et des biens ».

La situation d'insécurité récurrente dans la région de Bandiagara avait d'ailleurs conduit en août 2023 à la manifestation d'un ras-le-bol généralisé des forces vives de la région, qui avaient décrété une Journée Ville morte et organisé une manifestation pacifique qui avait par la suite dégénéré, causant des blessés dans les rangs des forces de l'ordre et un mort parmi les manifestants. ■

EN BREF

PROCESSUS DE PAIX : BIENTÔT UNE CHARTE NATIONALE POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

Deux mois après la tenue du dialogue inter-Maliens pour la paix et la réconciliation nationale, le président de la transition est visiblement tourné vers la concrétisation des recommandations. À travers un décret en date du 28 juin, rendu public le 1er juillet 2024, le Colonel Assimi Goita, a annoncé la création d'une Commission de rédaction de l'avant-projet de la Charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale. À terme, cette Charte devrait constituer le « document de référence pour toutes initiatives, actions et activités qui concourent à la sécurité, à la paix, à la réconciliation nationale, à la cohésion sociale et au vivre-ensemble au Mali ». Composée d'une cinquantaine de personnes, la commission de rédaction de l'avant-projet est présidée par l'ancien Premier ministre Ousmane Issoufi Maiga, celui-là même qui a présidé le comité de pilotage du dialogue inter-Maliens. L'avant-projet de cette charte pour la paix et la réconciliation nationale sera remis au président de la transition dans deux mois. ■ **M.K**

SITA , UNE VITRINE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Salon de l'Ingénierie, de la Transformation et de l'Apprentissage (SITA) tient sa troisième édition du 3 au 6 juillet 2024. Il vise à renforcer la formation professionnelle afin de contribuer efficacement à l'entrepreneuriat jeune, l'une des clés de la promotion de l'emploi.

FATOUMATA **MAGUIRAGA**

Le SITA est organisé par le ministère de l'Emploi et de la formation professionnelle pour renforcer la dynamique de promotion de la formation professionnelle. L'évènement professionnel, institutionnalisé par les autorités en 2014, a été organisé pour la première fois en 2009 et la deuxième édition s'est tenue en 2010. Il inscrit parmi les priorités de développement, celui des compétences et des ressources humaines, conformément à la Politique nationale de l'emploi. La diversification des dispositifs de formation et d'insertion et leur adaptation aux besoins du marché sont des aspects qui accompagnent cette politique. La formation et l'insertion des jeunes est donc un défi majeur, qui mérite une analyse pertinente et des réponses concrètes. Selon le ministère de l'Emploi et de la formation professionnelle, chaque année 180 000 jeunes arrivent sur le marché du travail sans qualification professionnelle. Un obstacle supplémentaire à l'accès à l'emploi pour ces jeunes.

3000 participants sont attendus lors de ce **salon qui veut promouvoir l'emploi.**

3 000 participants

11 métiers pour la compétition

7 métiers à découvrir

5 pays invités

La formation aux métiers, un tremplin Sur le thème « Rôle de la formation aux métiers dans les politiques de développement économique, gage de stabilisation sociale et sécuritaire », le salon veut donner une nouvelle impulsion à la création d'emplois et au développement de la formation professionnelle. Grâce à une synergie entre les acteurs publics et ceux du secteur privé, il faut identifier et valoriser les métiers porteurs, les offres de formation disponibles et les besoins en ressources humaines. Après s'être focalisé sur l'artisanat métallique et les métiers des arts et de la culture lors de la première et de la deuxième édition, la troisième, qui intervient après une longue période de flottement due à la crise, veut mettre en compétition les établissements et les centres de formation technique et professionnelle afin de mesurer l'offre et la qualité des formations dispensées. Les métiers ciblés sont entre autres la construction, la production et la transformation agro-alimentaire, l'hôtellerie et la restauration ou encore la transformation digitale. Dans un contexte marqué par un besoin indispensable de relance économique, les autorités nourrissent de grandes ambitions pour ce salon. Il devrait permettre notamment de découvrir, d'orienter et d'accompagner vers les métiers et filières les jeunes et de favoriser l'insertion professionnelle.

Alors que le taux de fréquentation des centres de formation est en deçà des places disponibles (42%), le secteur privé manque de main d'œuvre qualifiée. D'où le problèmes ressources humaines, cité comme deuxième obstacle à l'investissement privé. ■

EN BREF

MINES : FERMETURE TEMPORAIRE DES SITES D'ORPAILLAGE

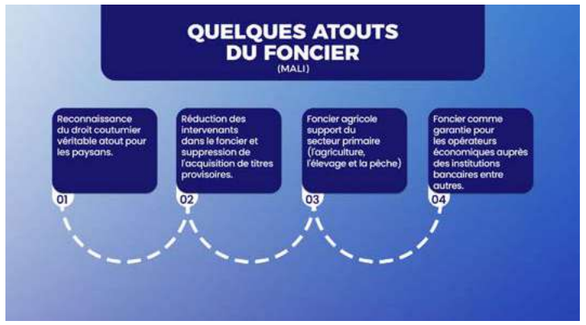
Le ministre de l'Énergie et des mines a décidé de la fermeture des sites d'orpaillage minier sur l'étendue du territoire malien. Dans un communiqué rendu public le 25 juin 2024, le ministre « informe l'opinion publique de la suspension des activités d'orpaillage sur toute l'étendue du territoire, de la période allant du 15 juin au 30 septembre 2024 ». Cette suspension intervient quelques jours après l'effondrement d'un site minier à Kalako, cercle de Yanfolila, dans la région de Bougouni, au sud du pays. Une vingtaine de personnes ont trouvé la mort et il y a de nombreux disparus, ont témoigné des habitants de la localité. Cet accident n'est pas le premier. Le 19 janvier 2024, l'effondrement d'une galerie sur un site d'orpaillage de Kobadani, dans le cercle de Kangaba (région de Koulikoro), a fait 70 morts et plusieurs blessés. Un énième accident qui rappelle les risques liés à la pratique de cette activité. Malgré son importance, l'orpaillage est toujours une activité peu encadrée qui représente des manques à gagner importants pour l'économie. Estimé officiellement à 6 tonnes en 2022, le potentiel est évalué à 20 tonnes, selon d'autres sources. ■ **F.M**

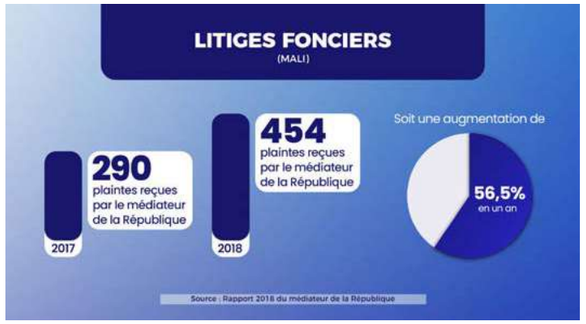
Transport aérien Hausse importante du fret en Afrique

Les compagnies aériennes africaines ont enregistré une hausse spectaculaire de leur activité en mai 2024, selon l'Association internationale du transport aérien (IATA). En mai 2024, les compagnies africaines ont connu une hausse de 18,4% de leur activité de fret aérien, mesurée en tonnes-kilomètres, par rapport à la même période l'année dernière. Cette hausse, la plus importante de toutes les autres régions, intervient dans un contexte de reprise du commerce et de la demande internationale marqué aussi par diverses restrictions sur le transport maritime. Les facteurs de cette dynamique sont notamment un regain d'activités sur le marché Afrique-Asie et une croissance de la demande de 40,6%. Ces facteurs sont combinés à d'autres, plus globaux, liés à l'expansion du commerce électronique et aux restrictions au commerce maritime qui contribuent à cette croissance. Les transporteurs Asie-Pacifique et Europe, avec respectivement 17,8% et 17,2%, ont aussi affiché une solide croissance, mais moins que la zone Afrique. Ce qui laisse présager d'une évolution positive et de changements dans le flux des échanges mondiaux, plaçant idéalement le continent comme une place forte du fret aérien. Outre la croissance du commerce électronique, les difficultés de transport maritime, l'amélioration de l'indice manufacturier, qui constitue un bon signal pour le fret aérien, traduit une hausse de la production et des échanges. Malgré les défis importants, cette hausse signale un potentiel inexploré du continent dans le domaine et les perspectives sont plutôt prometteuses. ■ **F.M**

FONCIER : LES CHIFFRES CLÉS AU MALI

Ces infographies sont issues de l'émission Entreprendre diffusée sur TM1 le mardi 2 juillet 2024. Le thème de l'émission est : comment mettre le foncier au service du développement ?





KENEYA YIRIWALI , LA BANQUE MONDIALE APPUIE LE FINANCEMENT DE LA SANTÉ

La Banque mondiale a approuvé un financement au profit de la santé au Mali. Le crédit de l'Association internationale de développement (IDA), d'un montant de 100 millions de dollars, est destiné à soutenir la santé reproductive, la nutrition et les urgences sanitaires.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Le **financement de la banque mondiale** va aider le département de la santé à atteindre certains de ses objectifs.

Le projet Keneya Yiriwali ciblera principalement les femmes, adolescentes et enfants, soit une population de 15,4 millions d'habitants, dont 3 millions d'enfants de moins de 5 ans et 3,4 millions de femmes de 15 à 49 ans. Il couvrira les zones du Projet Accélérer les Progrès vers la Couverture Sanitaire Universelle (PACSU) dans les régions de Gao, Mopti, Bandiagara, Douentza, San, Ségou, Koulikoro, Dioïla et Nara et de nouvelles régions, dont Tombouctou, Bougouni, Koutiala et Sikasso, ainsi que la Commune VI du District de Bamako. Le projet ambitionne d'étendre ses zones de couverture en utilisant une approche de financement basée sur les résultats. Le projet « financera les intrants nécessaires et les paiements basés sur la performance en fonction des ressources disponibles, pour améliorer la performance de la prestation de services et la disponibilité de ceux-ci ». L'extension veut prendre en compte les communautés vulnérables au climat, les hôpitaux régionaux et les infirmeries scolaires, en mettant l'accent sur la santé des adolescents, les urgences climatiques et la réponse aux pandémies.

> ***Projet Keneya Yiriwali ciblera principalement les femmes, adolescentes et enfants, soit une population de 15,4 millions d'habitants dont 3 millions d'enfants de moins de 5 ans et 3,4 millions de femmes de 15 à 49 ans.***

Planification familiale Le Mali a enregistré des progrès en matière de planification familiale, selon les données de la dernière Enquête démographique et de santé (EDS), malgré des défis persistants. Le taux de planification familiale est passé de 6% en 2012 à 16% en 2018. Le pays a élaboré une stratégie dans ce sens et pris des engagements. La vision du programme est d'offrir un accès aux services de planification familiale aux femmes et aux filles grâce à une couverture suffisante, y compris pour les personnes les plus vulnérables. Parmi les engagements figurent l'augmentation du taux de prévalence contraceptive de 17% à 40% à l'horizon 2030, de garantir dans la même période l'accès de tous aux produits contraceptifs, y compris en période de crise, et de réduire considérablement les besoins non satisfaits pour les adolescents et les jeunes. En ce qui concerne les engagements financiers, il s'agit de financer annuellement 20% des besoins d'achats en produits contraceptifs sur le budget de l'État jusqu'en 2025. La non satisfaction des besoins en planification familiale est l'un des facteurs qui alimentent la forte mortalité maternelle et infantile. Ces besoins non satisfaits en PF atteignent 30% et restent élevés chez les 15 - 24 ans, jusqu'à 55%. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

PLUIE : LES AVERSES SE FONT ATTENDRE DANS LE NORD

La saison des pluies se fait attendre dans plusieurs localités du Nord Mali, selon Studio Tamani. À Goundam, Diré et Niafunké, dans la région de Tombouctou, les éleveurs commencent à s'inquiéter de l'absence de pluies et demandent l'aide des autorités. Les animaux sont en souffrance et certains sont déjà morts, s'alarment certains éleveurs. Faute de pluies, l'eau et l'herbe sont introuvables et l'aliment bétail est inaccessible. Face à la situation, certains se sont résolus à abattre leurs animaux alors que d'autres ont assisté impuissants à la disparition de leur troupeau. La situation semble un peu meilleure dans la région de Mopti, où les pluies s'installent progressivement. ■

F.M

EN BREF

FUGA : UNE PLATEFORME POUR PROMOUVOIR LA CULTURE

Le ministère de l'Artisanat, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme lance la plateforme digitale « Fuga ». Présentée le 27 juin 2024, elle vise à promouvoir les activités culturelles du ministère à travers le projet GIZ « Donko ni Maya ». La plateforme est une initiative innovante destinée à contribuer à la sécurisation et à la valorisation du riche patrimoine culturel malien. Il s'agit d'une vitrine qui vise à diffuser les créations, établir des partenariats et toucher un large public. C'est une opportunité unique pour mettre en lumière les talents, promouvoir le patrimoine diversifié et mettre en connexion les acteurs de la scène malienne, estiment les autorités. Grâce à la valorisation des sites touristiques, la plateforme pourrait servir aussi la promotion du tourisme, vital pour notre économie. Le portail aisément accessible aux usagers est également doté d'un espace professionnel où peuvent s'inscrire les acteurs du Mali et de la diaspora. Un outil qui pourra également contribuer à consolider l'héritage culturel commun et à offrir de nouvelles opportunités aux professionnels. La plateforme, qui englobe les différents secteurs concernés, est aussi une source d'information sur les calendriers des différents évènements culturels, les activités des établissements, les équipements, les potentialités touristiques ou encore les sites d'hébergement et de restauration. « Fuga », comme son nom le laisse entendre, se veut « un espace d'échanges et de partage pour donner ou recevoir l'information » qui contribuera à l'expression et à l'épanouissement des talents. ■

F.M

LÉGISLATIVES EN FRANCE , UN SECOND TOUR AUX ALLURES DE BARRAGE À L'EXTRÊME DROITE

Tandis que 76 députés ont réussi à être élus dès le premier tour le 30 juin, dont 39 Rassemblement National et alliés, le barrage face au parti de Marine Le Pen se précise pour le second tour, ce dimanche 7 juillet.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

Les Francais sont de nouveau appelés aux urnes ce dimanche pour le **second tour des législatives.**

Les candidats avaient jusqu'à mardi pour confirmer ou non leur présence au second des législatives. 127 candidats de gauche et 81 du camp macroniste, qui étaient pour la plupart arrivés troisièmes au premier tour dans une circonscription où le RN était en tête, se sont désistés pour le second tour. Seulement une centaine de triangulaires et quadrangulaires (trois ou quatre candidats qualifiés) subsistent sur les 311 prévues dimanche dernier. Ces retraits visent, selon l'AFP, à empêcher le RN et ses alliés de former un gouvernement qui serait historique. Le Président Emmanuel Macron a affirmé lundi à ses ministres que pas une voix ne devait aller au RN. Mais selon certains observateurs, sa voix ne porte plus autant au sein même de son camp, qui lui reproche d'avoir convoqué ces législatives anticipées et permis cette percée de l'extrême droite. Son ancien Premier ministre Édouard Philippe avait demandé au soir du premier tour « qu'aucune voix » ne « se porte sur les candidats du Rassemblement national, ni sur ceux de La France insoumise (LFI) ». Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a également appelé à ne voter ni pour le RN ni pour la gauche. Interrogé sur la position de certains macronistes comme Bruno Le Maire, le Premier ministre Gabriel Attal a taclé : « il y a des personnes qui s'expriment différemment, en leur faisant de la pub, ça n'aide pas ce quoi doit se passer sur le terrain ». Concernant ce barrage face à l'extrême droite qui se confirme tout de même avec les désistements, le Président du RN, Jordan Bardella, 28 ans, a dénoncé des alliances du déshonneur et appelé les électeurs à lui donner les clés du pouvoir face à la menace existentielle pour la nation française que représente selon lui la gauche. La figure de proue de l'extrême droite, Marine Le Pen, a évoqué mardi la possibilité de former un gouvernement avec une majorité relative de 270 députés, complétée avec des soutiens à droite. ■

Niger – Bénin Une médiation d'anciens présidents pour rétablir le dialogue

Le président béninois Patrice Talon est favorable à un "rétablissement rapide du dialogue avec les autorités nigériennes. C'est le principal message contenu dans un communiqué conjoint publié dans la soirée de lundi par les cellules de communication des anciens présidents béninois Boni yayi et Nicéphore Soglo. Ils ont rencontré le Chef d'Etat béninois dans l'après-midi du lundi 1er juillet pour le compte de la mission de médiation qu'ils ont personnellement engagée pour la résolution de la crise diplomatique entre Porto-Novo et Niamey. Le texte ajoute aussi que la médiation des deux anciens présidents béninois a créé les conditions pour un rapprochement rapide des positions des deux pays. La rencontre de lundi entre le président Talon et ces prédécesseurs fait suite à une mission que Boni Yayi et Nicéphore Soglo ont menée au Niger du 24 au 27 juin. Ils ont notamment été reçus en audience par le président nigérien, le général Abdourahmane Tiani, avec qui, ils ont aussi discuté des conditions de retour à la normale entre Porto-Novo et Niamey. Depuis le coup d'État du 26 juillet dernier contre le président Mohamed Bazoum, les relations entre le Niger et le Bénin se sont détériorées. Les autorités béninoises avaient appliqué la décision de la CEDEAO en fermant leur frontière avec le voisin nigérien. Quand l'organisation régionale avait décidé de lever ses sanctions contre le Niger, les autorités nigériennes ont refusé de rouvrir leur frontière avec le Bénin, accusant ce pays d'abriter des bases militaires françaises. ■ **B.S.H**

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

ARGENTINE : LA BOLIVIE RAPPELLE SON AMBASSADEUR

La Bolivie a rappelé lundi pour consultations son ambassadeur en Argentine après une nouvelle querelle diplomatique ouverte par le Président Javier Milei, qui ne se rendra par ailleurs pas au sommet du Mercosur du 8 juillet, où il devait rencontrer le Président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, avec lequel il est en froid. « La présidence rejette la fausse dénonciation d'un coup d'État faite par le gouvernement bolivien, confirmée comme faux aujourd'hui », indique un communiqué du bureau de la présidence argentine publié dans la nuit de dimanche à lundi. En signe de mécontentement face au parti pris du Président argentin, la Bolivie a rappelé lundi son ambassadeur. Parallèlement, le ministère bolivien des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur argentin à La Paz pour lui faire part de son « rejet énergique des déclarations » faites par le bureau du Président Milei. M. Milei a déjà déclenché des querelles diplomatiques avec le Brésil et l'Espagne et leurs dirigeants de gauche, le Président Luiz Inacio Lula da Silva et le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez. ■

Sport

BASKET, ÇA BOUGE EN NBA

Plusieurs équipes vont présenter un visage différent lors de la prochaine saison en NBA. De nombreux mouvements ont déjà été enregistrés au sein de la Ligue majeure de basket.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

Après 13 ans à Golden State et plusieurs titres remportés, **Klay Thompson va vivre une nouvelle expérience.**

L'intersaison est très agitée en NBA, notamment du côté du néo-champion, les Celtics. Après son 18ème titre (record), la franchise de Boston a été mise en vente par ses propriétaires le 1er juillet. L'équipe la plus titrée de NBA avait été estimée à 4,7 milliards de dollars par le magazine Forbes en octobre dernier. En attendant que la vente se concrétise, Boston veut rester compétitif sur le plan sportif en conservant notamment ses meilleurs joueurs, n'hésitant pas à mettre la main au portefeuille. Jayson Tatum a prolongé le 2 juillet pour 5 ans chez les Boston Celtics, avec un contrat record de 315 millions de dollars. C'est le plus gros de l'histoire de la NBA. Cette prolongation fait suite à celle d'un autre acteur-clé du sacre de Boston : le meneur Derrick White. Ce dernier a consenti une extension de contrat de 4 ans pour 126 millions de dollars. Si le champion mise sur la continuité, ce n'est pas le cas de plusieurs franchises qui, après une saison décevante, sont en quête de renouveau. Après les années glorieuses de 2014 à 2019, au cours de laquelle elle a disputé 5 finales consécutives et en a remporté 3, la franchise des Warriors de Golden State n'a pas réussi à se qualifier pour les play-off cette saison. Conséquence, un grand changement avec la fin des Splash Brothers, le duo composé de Klay Thompson et Stephen Curry, qui a souvent martyrisé les équipes adverses. Après 13 ans aux Warriors, Thompson va rejoindre les Mavericks de Dallas pour un contrat de 3 ans et 50 millions de dollars. Le quadruple champion NBA y retrouvera Luka Doncic et Kyrie Irving pour une triplette explosive qui sera l'une des attractions de la saison prochaine. Pour vaincre le signe indien et remporter une bague NBA, le pivot camerounais, qui a choisi les États-Unis comme nationalité sportive, va désormais compter sur Paul George. L'autre star convoitée de la Free Agency a signé pour 4 ans et 212 millions de dollars avec les Philadelphia Sixers. Le Français Nicolas Batum fait le chemin inverse en quittant les Sixers pour s'engager avec les Clippers de Los Angeles. Le capitaine de l'équipe de France va y retrouver James Harden, le barbu le plus célèbre de la NBA, qui a choisi de rester 2 années de plus à Los Angeles. ■

Ronaldo - Messi Dernière danse continentale

L'Euro ainsi que la Copa America, qui se disputent en ce moment, seront les dernières compétitions continentales de Cristiano Ronaldo et de Lionel Messi. Les deux légendes du football, au sommet depuis près de deux décennies, en ont fait officiellement l'annonce. Après une qualification difficile face à la Slovénie le 1er juillet, le Portugais a assuré que cet Euro sera « sans doute le dernier de sa carrière ». Le recordman de buts en sélection (130 en 211 matchs) a disputé son premier Euro en 2004 à domicile, avec une finale perdue face à la Grèce, avant de remporter la compétition en 2016. Son plus grand rival, Lionel Messi, a remporté son premier tournoi continental en 2021 et la Coupe du Monde 2022. L'Argentin a également assuré qu'il disputait sa dernière Copa, mais laisse la porte entrouverte pour le Mondial 2026. Les deux joueurs qui ont le plus de Ballons d'or au monde vont disputer les quarts de finale des deux compétitions. ■ **B.S.H**

CARTONS DE LA SEMAINE

L'Erythréen Biniam Girmay est devenu le premier coureur noir africain à remporter une étape du Tour de France. Lundi 1 er juillet, le cycliste de l'équipe d'Intermarché-Wanty a terminé en tête du sprint final de la troisième étape de la compétition.

Hôtes du tournoi, **les Etats-Unis** sont éliminés dès le premier tour de la Copa América. Les Américains ont perdu face à l'Uruguay (0-1) dans la nuit du lundi au mardi 2 juillet. C'est un mauvais signal à deux ans d'une coupe du monde qu'ils vont co-organiser avec le Canada et le Mexique.

Donnez votre avis sur Journal du Mali

Culture

YAMAROU PHOTO : FORMER LES FEMMES POUR PROMOUVOIR LA PHOTOGRAPHIE

L'Association Yamarou Photo (AYP) organise une Master Class pour les femmes photographes d'Afrique du 2 au 6 juillet 2024. Une dizaine de « photographes émergentes » venues du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Mali et du Sénégal seront formées pour se perfectionner et promouvoir la photographie.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Des **photographes de plusieurs pays du continent** sont réunies à Bamako pour cette formation.

« L'idée est l'échange entre les femmes photographes africaines afin de former un réseau et de faire des rencontres », explique Seydou Camara, Directeur artistique de Yamarou Photo. Il s'agit aussi, en plus de la formation, d'orienter ces photographes. Parce que dans la photographie il y a ce besoin, vu l'insuffisance des écoles et le peu de femmes dans le domaine, justifie M. Camara. Cette Master Class est donc une opportunité pour les femmes photographes qui bénéficieront également d'un suivi. L'objectif étant de créer une connexion entre ces femmes et d'autres photographes, ainsi que d'autres professionnels de l'art qui pourraient les aider dans leur émergence, comme des galeristes, des centres de formation ou des critiques d'art.

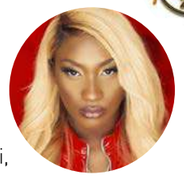
Magnifier la création Yamarou est un nom historique donné au jeune frère de Soundjata qui l'a suivi dans son exil. Ce dernier, Mandé Boukari a été surnommé ainsi parce que le terme signifie, en langue malinké, « celui qui crée chaque jour ». Il fut l'initiateur de nombreuses innovations dans le domaine des instruments musicaux ou de la danse. L'association entend s'inspirer de sa créativité pour assurer la formation des photographes. À Bamako, capitale de la photographie africaine, elle initie des enfants et participe au renforcement des capacités des photographes dans tout le pays. Des « albums photos de vacances » sont faits à l'intention des enfants dans des lieux sensibles comme les orphelinats ou avec les enfants talibés, dont elle a formé un nombre important à Mopti. L'idée est de démocratiser la photographie et d'apporter un peu de bonheur aux plus démunis à travers cet art. Assurer la promotion de la photographie à travers les femmes et leur permettre de vivre de leur métier c'est le pari de Yamarou Photo, qui veut démontrer que la photographie, souvent réduite à la couverture des évènements sociaux, va bien au-delà.

« La photographie, c'est avoir son regard, une créativité et maîtriser les techniques », ajoute le Directeur artistique de Yamarou Photo. L'évolution de la technologie ne constitue pas vraiment une menace, assure M. Camara, « le côté humain reste important parce que la photographie doit faire passer des messages ». Il ne s'agit donc pas de se focaliser sur la qualité technique de la photo, mais sur son message et sa mission sociale. ■

People 223

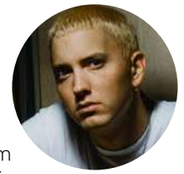
INFO PEOPLE

AYA NAKAMURA PARMI LES JURÉS DE LA NOUVELLE ÉCOLE



À partir de ce jeudi, le télécrochet Nouvelle école débarque de nouveau sur Netflix pour une troisième édition. Les candidats devront convaincre le jury, composé de rappeurs de renom, dont le Marseillais SCH, pour remporter 100 000 euros. Seul SCH, le rappeur de Marseille, sera de retour dans cette nouvelle saison, alors que l'artiste bruxelloise Shay et le rappeur parisien Niska seront remplacés. On retrouvera pour cette édition SDM et la superstar Aya Nakamura. Cette dernière, toujours pressentie pour chanter lors de la cérémonie d'ouverture des JO de Paris, débarquera avec son franc-parler et nous gratifiera certainement de quelques punchlines bien senties.

EMINEM DÉVOILE LA DATE DE SORTIE DE SON NOUVEL ALBUM



Le nouvel album du rappeur Eminem sortira le 12 juillet. Il en a fait l'annonce sur les réseaux, à la veille de la sortie de Tobey, deuxième single extrait de l'album. Le rappeur de 51 ans en a déjà dévoilé un premier, Houdini, le 31 mai dernier. Le 19 mars, son ami Dr. Dre avait assuré sur le plateau de Jimmy Kimmel Live que ce nouvel opus serait « dément », précisant avoir participé à son élaboration. Eminem a annoncé la sortie de cet album en avril. Comme son titre, « La mort de Slim Shady », l'indique, il marquera la fin de son alter ego Slim Shady, personnage outrancier à l'origine de ses morceaux les plus violents.

www.journaldumali.com
Journal du Mali l'hebdo

Directeur de publication : Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée : Aurélie DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef : Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction : Ramata DIAOURÉ

Rédaction : Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com

CANAL+

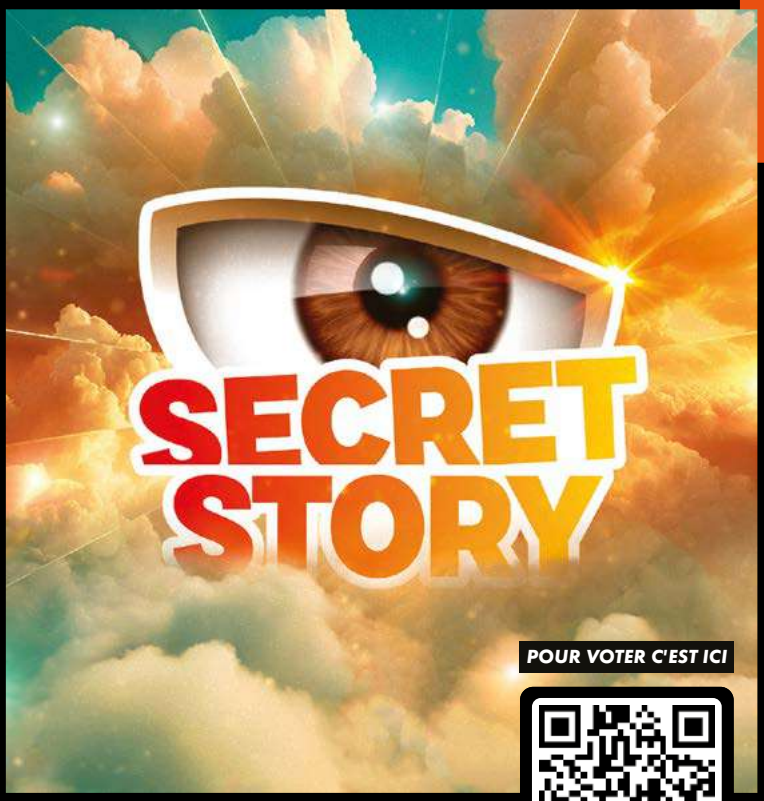
CHAQUE JOUR DES SURPRISES VOUS ATTENDENT !

DECODEUR HD 5000 FCFA*

A PARTIR DE LA FORMULE ACCESS (5000FCFA)
INSTALLATION + PARABOLE A 2000FCFA TTC*

30 JOURS OFFERTS**

A TOUT CANAL+
POUR TOUT REABONNEMENT A VOTRE FORMULE



POUR VOTER C'EST ICI

SUR CANAL+ POP ET LE CANAL 99

DU 21 JUIN AU 15 JUILLET SUR LES CHAINES CANAL+ SPORT

LE 28 JUIN SUR CANAL+ PREMIERE

*Offre valable du 30 mai au 07 juillet 2024 dans la limite des stocks disponibles pour tout nouvel abonnement à partir de la formule ACCESS, lié à l'achat d'un décodeur HD CANAL+. Parabole offerte. Voir tarifs et conditions auprès de votre distributeur Agréé.
**Offre valable du 30 mai au 07 juillet pour tout réabonnement à la dernière formule active. Voir tarifs et conditions auprès de votre Distributeur Agréé.